



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.238/2
du 25 octobre 2017

advies 62.238/2
van 25 oktober 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution de l'article 1394/20,
2°, *in fine* du Code judiciaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van
artikel 1394/20, 2°, *in fine* van
het Gerechtelijk Wetboek'

Le 5 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 1394/20, 2°, *in fine* du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 octobre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 octobre 2017.

*

Op 5 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 1394/20, 2°, *in fine* van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 oktober 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 oktober 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le délégué du Ministre a communiqué l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 octobre 2017. Celui-ci conclut que le projet ne semble « entraîner aucune nouvelle dépense pour l'État fédéral ». L'accord de la Ministre du Budget n'est dès lors pas requis.

Les visas de cet avis et de cet accord seront donc omis du préambule.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Dans la version de son insertion par la loi du 19 octobre 2015 'modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice', dite « loi pot-pourri I », l'article 1394/20 du Code judiciaire disposait ce qui suit :

« Toute dette non contestée qui a pour objet une somme d'argent et qui est certaine et exigible à la date de la sommation visée à l'article 1394/21 peut, quel qu'en soit le montant, augmenté des majorations prévues par la loi et des frais du recouvrement ainsi que, le cas échéant et à concurrence de 10 % au maximum du montant principal de la créance, de tous les intérêts et clauses pénales, être recouvrée au nom et pour compte du créancier, à la demande de l'avocat du créancier, par un huissier de justice, à l'exception de dettes concernant :

[...]

2^o des créanciers ou débiteurs qui ne sont pas inscrits dans la Banque Carrefour des Entreprises ;

[...] ».

L'article 127 de la loi du 4 mai 2016 'relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice', dite « loi pot-pourri III », a inséré dans l'article 1394/20, 2^o, du Code Judiciaire, les mots suivants :

« ou dans une des banques de données d'entreprises des autres États membres de l'Union européenne au sens de la Directive 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers dont l'équivalence avec la Banque carrefour des Entreprises est établie par le Roi ».

Cet article est issu d'un amendement qui contenait la justification suivante :

« Lors de l'introduction, par la loi du 19 octobre 2015, de la nouvelle procédure de recouvrement de dettes d'argent non contestées, la possibilité de l'appliquer également à des situations transfrontalières avait été envisagée. On peut lire dans l'exposé des motifs que : 'Il faut enfin noter que le nouveau système de recouvrement de dettes non contestées ainsi organisé ne porte pas atteinte à la procédure européenne d'injonction de payer, introduite par le self-executing Règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006. Toutefois, il semble bien que la nouvelle procédure de droit interne sera plus efficace, de sorte qu'elle peut être utile également dans les situations transfrontalières.' (p. 28) C'est d'ailleurs une évidence vu que l'objectif était également de transposer l'article 10 de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

En outre se pose néanmoins le problème, dans la nouvelle procédure, de l'inscription obligatoire du créancier et du débiteur dans la Banque Carrefour des Entreprises, alors que les entreprises étrangères ne sont inscrites dans la BCE (belge) que lorsqu'elles ont un établissement en Belgique. Par ailleurs, les entreprises établies dans d'autres États membres de l'UE sont indubitablement inscrites dans la banque de données de l'État membre concerné comparable à la CBE (voir la liste des registres des entreprises dans les États membres de l'UE sur https://e-justice.europa.eu/content_business_registers_in_member_states-106_fr.do?clang=fr), mais ces registres doivent formellement être assimilés à la BCE belge pour que le nouveau système puisse être utilisé comme point de référence. Cette validation ne s'effectue pas au niveau européen.

Pour ce faire, il suffit d'ajouter à l'article 1394/20, 2°, du Code judiciaire que l'inscription dans la BCE est assimilée à l'inscription dans une banque de données d'entreprises d'un autre État membre de l'Union européenne au sens de la Directive 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 'tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers' dont l'équivalence avec la Banque carrefour des Entreprises est établie par le Roi. Sur cette base, la liste des registres entrant en ligne de compte peut alors être établie par arrêté royal de manière à pouvoir valider l'exactitude et l'exhaustivité des informations qui y figurent, par simple reconnaissance évidemment de la validation par les pouvoirs publics dans l'État membre concerné.

Dans l'avenir, il sera peut-être possible d'utiliser la connexion établie entre tous ces registres d'entreprises européens, en application de la 'directive 2012/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012 modifiant la directive 89/666/CEE du Conseil et les directives 2005/56/CE et 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'interconnexion des registres centraux, du commerce et des sociétés' (Journal des Publications de l'Union Européenne n° L 156 du 16 juin 2012, p. 1-9) au moyen du '*Business Registers Interconnection System*' (BRIS). Dès que le BRIS sera opérationnel, il sera possible d'accéder au niveau européen aux informations concernant les entreprises enregistrées dans les États membres et la communication électronique entre tous les registres d'entreprises de l'UE sera pour la première fois possible. Le BRIS ne sera toutefois opérationnel que le 8 juin 2017 au plus tôt. En attendant, les registres doivent toujours être consultés par pays, à savoir donc les registres de commerce nationaux, les registres des sociétés et tous les autres registres dans lesquels sont sauvegardées et mises à disposition du public des informations concernant les entreprises au sens de la Directive 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil du

16 septembre 2009 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (Journal des Publications de l'Union Européenne n° L 258 du 1^{er} octobre 2009, p. 11-17) » ¹.

Cet amendement a été adopté à l'unanimité sans discussion ²⁻³.

2. Selon la justification de cet amendement, la liste des registres entrant en ligne de compte pourra « être établie par arrêté royal de manière à pouvoir valider l'exactitude et l'exhaustivité des informations qui y figurent, par simple reconnaissance évidemment de la validation par les pouvoirs publics dans l'État membre concerné ».

Invité à expliciter cette phrase et exposer comment le projet examiné la prend en compte, le délégué du Ministre a répondu :

« De ondernemingsregister van Europese lidstaten werden onderzocht om na te gaan of de opgenomen informatie correct en volledig is. Hoewel geen criterium op zich, heeft de mate waarin een register eenvoudig geraadpleegd kan worden een rol gespeeld. Van sommige registers kon de gelijkwaardigheid (nog) niet worden vastgesteld omdat de opgenomen gegevens niet in het Latijns alfabet zijn opgesteld. Hierdoor kan in een eerste fase moeilijker worden beoordeeld of de opgenomen gegevens correct en volledig zijn. Ook de Registers die niet in het Latijns alfabet zijn opgesteld, worden onderzocht, maar hierbij is een langere periode nodig ».

Le délégué du Ministre précise encore comment la liste figurant à l'article 1^{er} a été établie et ce qu'il advient des entreprises relevant d'États dont la banque de données d'entreprises n'est pas mentionnée dans la liste :

« Om erkend te worden als gelijkwaardig aan het KBO worden volgende criteria gebruikt:

– wat is de wettelijke basis van het buitenlands register? Deze wettelijke basis is noodzakelijk om na te gaan welke ondernemingsvormen worden opgenomen en onder welke modaliteiten[;]

– zijn de gegevens betrouwbaar?

Omdat niet alle nationale registers even toegankelijk zijn omwille van eentaligheid, afscherming van bepaalde informatie en registratieprocedures alvorens toegang te krijgen, werd een stappenplan uitgewerkt om in 3 fases alle ondernemingsregisters te beoordelen. Zie hiervoor de bijlage 'Europese toepassing CROS' ».

¹ Amendement n° 78 de M. Terwingen et consort, *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1590/008, pp. 11 à 13.

² Rapport de la deuxième lecture fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre, *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1590/10, p. 25

³ Depuis lors, la directive 2009/101/CE a été abrogée par la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 'relative à certains aspects du droit des sociétés'. Ainsi que l'a confirmé le délégué du Ministre, cette abrogation n'a pas d'incidence sur l'application de l'article 1394/20, 2°, du Code judiciaire dès lors qu'en ce qui concerne l'objet du projet à l'examen, la directive (UE) 2017/1132 remplace notamment la directive 2009/101/CE sans en altérer la substance (article 166 de la directive (UE) 2017/1132).

3. Interrogé si le '*Business Registers Interconnection System*' (BRIS), mentionné dans la justification de l'amendement citée ci-dessus, est opérationnel et si son fonctionnement a une incidence sur le projet examiné, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Ja, BRIS is in werking sedert juni 2017. Je kan Europese ondernemingen opzoeken via https://e-justice.europa.eu/content_find_a_company-489-nl.do?init=true, maar niet alle Europese lidstaten zijn al aangesloten. Bovendien is BRIS enkel een portaal dat verbinding maakt met de verschillende nationale registers waardoor de gelijkwaardigheid van dat register aan de KBO niet kan worden vastgesteld ».

Dès lors qu'actuellement les banques de données de vingt-trois États membres de l'Union européenne sont reprises dans le système BRIS, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier au regard du principe d'égalité de non discrimination, tel qu'il est consacré en droit belge et en droit européen pourquoi les banques de données de seuls sept de ces États membres sont mentionnés dans l'arrêté en projet.

Le système aboutit à traiter différemment les créanciers concernés et les entreprises en fonction du lieu d'établissement de ces entreprises.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Le premier visa sera remplacé par un visa mentionnant l'article 1394/20, 2°, du Code judiciaire, tel que modifié par la loi du 4 mai 2016.

L'article 1394/27, § 7, du Code judiciaire, qui charge le Roi d'établir les modalités de création et de fonctionnement du Registre central, constitue le fondement légal de l'article 2 du projet.

Il figurera également dans le premier visa du préambule.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De gemachtigde van de minister heeft het advies bezorgd dat de inspecteur van Financiën op 4 oktober 2017 gegeven heeft. De inspecteur komt daarin tot de conclusie dat door het ontwerp blijkbaar geen nieuwe uitgaven ontstaan voor de federale Staat. Bijgevolg is de akkoordbevinding van de minister van Begroting niet vereist.

De verwijzing naar dat advies en naar die akkoordbevinding dient dan ook uit de aanhef weggelaten te worden.

ALGEMENE OPMERKING

1. Toen artikel 1394/20 in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd is bij de wet van 19 oktober 2015 ‘houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, “de eerste potpourriwet”, luidde dat artikel als volgt:

“Elke onbetwiste schuld die een geldsom tot voorwerp heeft en die vaststaat en opeisbaar is op dag van de aanmaning bedoeld bij artikel 1394/21 kan, ongeacht het bedrag ervan, vermeerderd met de verhogingen waarin de wet voorziet en de invorderingskosten alsmede, in voorkomend geval en ten belope van ten hoogste 10 % van de hoofdsom van de schuld, alle interesten en strafbedingen, in naam en voor rekening van de schuldeiser op verzoek van de advocaat van de schuldeiser door een gerechtsdeurwaarder worden ingevorderd, met uitzondering van schulden van of ten aanzien van:

[...]

2° schuldeisers of schuldenaren die niet zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

[...]”.

Bij artikel 127 van de wet van 4 mei 2016 ‘houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie’, “de derde potpourriwet”, is artikel 1394/20, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek aangevuld met de volgende woorden:

“of in een van de ondernemingsdatabanken van de andere lidstaten van de Europese Unie in de zin van de Richtlijn 2009/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de lidstaten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 48 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in

deze vennootschappen als van derden, zulks teneinde die waarborgen gelijkwaardig te maken, waarvan de gelijkwaardigheid met de Kruispuntbank van Ondernemingen door de Koning wordt vastgesteld”.

Dat artikel is ontstaan uit een amendement dat de volgende verantwoording bevatte:

“Ter gelegenheid van de invoering, bij de wet van 19 oktober 2015, van de nieuwe procedure voor de invordering van onbetwiste geldschulden werd er in het vooruitzicht gesteld dat deze ook in grensoverschrijdende situaties zou kunnen worden toegepast. In de memorie van toelichting staat te lezen: ‘Ten slotte weze opgemerkt dat de hierbij ingevoerde invordering van onbetwiste geldschulden geen afbreuk doet aan de Europese betalingsbevelprocedure, ingevoerd bij de self-executing verordening (EG) nr. 1896/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006. Wel ziet het ernaar uit dat de nieuwe, internrechtelijke procedure efficiënter zal zijn, zodat zij ook in grensoverschrijdende situaties dienstig kan zijn.’ (blz. 28). Dat ligt overigens voor de hand, omdat het mede de bedoeling was om artikel 10 van richtlijn 2011/7/EU van het Europees parlement en de Raad van 16 februari 2011 betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties om te zetten.

Daarbij rijst echter het probleem dat in de nieuwe procedure zowel de schuldeiser als de schuldenaar moeten zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van de ondernemingen, terwijl buitenlandse ondernemingen enkel in de (Belgische) KBO staan wanneer zij een Belgisch kantoor hebben. Anderzijds zijn de ondernemingen die zijn gevestigd in andere lidstaten van de EU ongetwijfeld ingeschreven in een met de KBO vergelijkbare databank van de betrokken lidstaat (zie de lijst van de ondernemingsregisters in de lidstaten van de EU op https://ejustice.europa.eu/content_business_registers_in_member_states-106-nl.do?clang=nl), maar die registers moeten formeel met de Belgische KBO worden gelijkgeschakeld opdat zij in het nieuwe systeem als referentiepunt kunnen worden gehanteerd. Die validatie gebeurt immers niet op Europees niveau.

Daarom volstaat het om aan artikel 1394/20, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek toe te voegen dat met een inschrijving in de KBO wordt gelijkgesteld de inschrijving in een ondernemingsdatabank van een andere lidstaat van de Europese Unie in de zin van de richtlijn 2009/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 ‘strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de lidstaten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede lid van artikel 48 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden, zulks teneinde die waarborgen gelijkwaardig te maken’, waarvan de gelijkwaardigheid met de Kruispuntbank van Ondernemingen wordt vastgesteld door de Koning. Op grond van die opdracht kan dan bij koninklijk besluit een lijst worden opgesteld van de in aanmerking komende registers, zodat de juistheid en volledigheid van de erin opgenomen informatie kan worden gevalideerd, uiteraard door eenvoudige erkenning van de validatie van overheidswege in de betrokken lidstaat.

In de toekomst zal wellicht gebruik kunnen worden gemaakt van de koppeling die tussen al die Europese ondernemingsregisters zal gebeuren, krachtens de richtlijn 2012/17/ EU ‘richtlijn 2012/17/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 juni 2012 tot wijziging van richtlijn 89/666/EEG van de Raad en richtlijnen 2005/56/EG en 2009/101/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de koppeling van centrale, handels- en vennootschapsregisters betreft’ (Publicatieblad van de Europese Unie nr. L 156 van 16 juni 2012, blz. 1-9), aan de hand van het zogenaamde ‘Business Registers Interconnection System’ (BRIS). Zodra BRIS operationeel zal zijn, zal het op EU-niveau toegang bieden tot informatie over in de lidstaten geregistreerde

ondernemingen, en voor het eerst de elektronische communicatie tussen alle EU-ondernemingsregisters mogelijk maken. Maar BRIS wordt ten vroegste operationeel op 8 juni 2017. In afwachting daarvan moeten de registers nog steeds per land worden geraadpleegd, dit zijn dus de nationale handelsregisters, registers van vennootschappen en alle andere registers waarin informatie over ondernemingen wordt opgeslagen en voor het publiek beschikbaar wordt gesteld in de zin van de richtlijn 2009/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de lidstaten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 48 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden, zulks teneinde die waarborgen gelijkwaardig te maken (Publicatieblad van de Europese Unie nr. L 258 van 1 oktober 2009, blz. 11-17).”¹

Dat amendement is zonder bespreking eenparig aangenomen.²⁻³

2. Volgens de verantwoording van dat amendement zal van de in aanmerking komende registers “bij koninklijk besluit een lijst (...) opgesteld kunnen worden (...), zodat de juistheid en volledigheid van de erin opgenomen informatie kan worden gevalideerd, uiteraard door eenvoudige erkenning van de validatie van overheidswege in de betrokken lidstaat”.

Naar aanleiding van het verzoek om die zin te verduidelijken en uit te leggen op welke wijze daarmee in het voorliggende voorstel rekening wordt gehouden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De ondernemingsregister van Europese lidstaten werden onderzocht om na te gaan of de opgenomen informatie correct en volledig is. Hoewel geen criterium op zich, heeft de mate waarin een register eenvoudig geraadpleegd kan worden een rol gespeeld. Van sommige registers kon de gelijkwaardigheid (nog) niet worden vastgesteld omdat de opgenomen gegevens niet in het Latijns alfabet zijn opgesteld. Hierdoor kan in een eerste fase moeilijker worden beoordeeld of de opgenomen gegevens correct en volledig zijn. Ook de Registers die niet in het Latijns alfabet zijn opgesteld, worden onderzocht, maar hierbij is een langere periode nodig.”

¹ Amendement nr. 78 van de heer Terwingen c.s., *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1590/008, 11 tot 13.

² Verslag van de tweede lezing namens de Commissie voor Justitie van de Kamer, *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1590/10, 25.

³ Sindsdien is Richtlijn 2009/101/EG “ingetrokken” bij Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 ‘aangaande bepaalde aspecten van het vennootschapsrecht’. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, heeft die intrekking geen invloed op de gelding van artikel 1394/20, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien, wat de strekking van het voorliggende ontwerp betreft, bij Richtlijn (EU) 2017/1132 onder andere Richtlijn 2009/101/EG vervangen wordt zonder dat aan de inhoud ervan geraakt wordt (artikel 166 van Richtlijn (EU) 2017/1132).

De gemachtigde van de minister verduidelijkt voorts hoe de lijst in artikel 1 opgesteld is en wat er gebeurt met ondernemingen die ressorteren onder Staten waarvan de gegevensbank met betrekking tot de ondernemingen niet vermeld wordt in de lijst:

“Om erkend te worden als gelijkwaardig aan het KBO worden volgende criteria gebruikt:

- wat is de wettelijke basis van het buitenlands register? Deze wettelijke basis is noodzakelijk om na te gaan welke ondernemingsvormen worden opgenomen en onder welke modaliteiten[;]
- zijn de gegevens betrouwbaar?

Omdat niet alle nationale registers even toegankelijk zijn omwille van eentaligheid, afscherming van bepaalde informatie en registratieprocedures alvorens toegang te krijgen, werd een stappenplan uitgewerkt om in 3 fases alle ondernemingsregisters te beoordelen. Zie hiervoor de bijlage ‘Europese toepassing CROS’.

3. Op de vraag of het ‘*Business Registers Interconnection System*’ (BRIS), dat vermeld wordt in de verantwoording van het hierboven geciteerde amendement, operationeel is en of de werking ervan gevolgen heeft voor het voorliggende ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Ja, BRIS is in werking sedert juni 2017. Je kan Europese ondernemingen opzoeken via https://e-justice.europa.eu/content_find_a_company-489-nl.do?init=true, maar niet alle Europese lidstaten zijn al aangesloten. Bovendien is BRIS enkel een portaal dat verbinding maakt met de verschillende nationale registers waardoor de gelijkwaardigheid van dat register aan de KBO niet kan worden vastgesteld.”

Aangezien de gegevensbanken van drieëntwintig lidstaten van de Europese Unie thans opgenomen zijn in het BRIS, dient de steller van het ontwerp, in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, zoals dat is verankerd in het Belgisch en het Europees recht, in staat te zijn te verantwoorden waarom de gegevensbanken van slechts zeven van die lidstaten in het ontworpen besluit vermeld worden.

Het systeem leidt ertoe dat de betrokken schuldeisers en de ondernemingen anders behandeld worden naargelang van de plaats waar die ondernemingen gevestigd zijn.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De eerste aanhefverwijzing dient vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 1394/20, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016.

Artikel 1394/27, § 7, van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij de Koning ermee belast wordt de nadere regels voor de inrichting en werking van het Centraal register te bepalen, vormt de rechtsgrond van artikel 2 van het ontwerp.

Dat artikel dient eveneens in de eerste aanhefverwijzing vermeld te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT